

Unité Interdépartementale 39-71  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

Le 16 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **La Comtoise Des Viandes - Jean Royer**

1000, rue de la Lième  
Zone industrielle  
39570 Perrigny

Références : AM/AM/2023/L\_295  
Code AIOT : 0012100228

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement La Comtoise Des Viandes - Jean Royer implanté 1000 Rue de la Lième 39570 Perrigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL du 2 novembre 2017 et de l'arrêté préfectoral portant consignation de somme n° AP-2019-07-DREAL du 28 février 2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- La Comtoise des Viandes - Jean Royer
- 1000 rue de la Lième 39570 Perrigny
- Code AIOT : 0012100228

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société La Comtoise des Viandes est spécialisée dans la découpe de carcasses de boeufs, de veaux, de porcs et d'agneaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL du 2 novembre 2017

Les articles cités dans la suite du rapport correspondent aux articles de l'arrêté ministériel du 23 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) |
|----|-------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Gestion des eaux pluviales                      | AP de mise en demeure du 02/11/2017, article 1 | Visite du 17/08/2017 – mise en demeure                                                                     |
| 2  | Gestion des rejets aqueux - produits dangereux  | AP de mise en demeure du 02/11/2017, article 1 | Visite du 17/08/2017 – mise en demeure                                                                     |
| 3  | Conditions d'entreposage des produits dangereux | AP de mise en demeure du 02/11/2017, article 1 | Visite du 17/08/2017 – mise en demeure                                                                     |
| 4  | Gestion du risque incendie                      | AP de mise en demeure du 02/11/2017, article 1 | Visite du 17/08/2017 – mise en demeure                                                                     |
| 5  | Gestion des effluents industriels               | AP de mise en demeure du 02/11/2017, article 1 | Visite du 17/08/2017 – mise en demeure                                                                     |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL du 2 novembre 2017 était respecté.

Dans le cadre du suivi de ce même arrêté préfectoral, l'inspection des installations classées propose au préfet la déconsignation de la somme consignée à la suite de la signature de l'arrêté préfectoral portant consignation de somme n° AP-2019-07-DREAL du 28 février 2019.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Gestion des eaux pluviales

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/11/2017, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prétraitement des eaux pluviales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui - visite du 17/08/2017 et visites suivantes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société COMTOISE DES VIANDES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 en : <ul style="list-style-type: none"><li>• fournissant dans un délai de 3 mois le bon de commande des travaux de raccordement des eaux susceptibles d'être polluées aux dispositifs de prétraitement du site ;</li><li>• transmettant dans un délai de 8 mois les justificatifs de la réalisation effective des opérations de mise en conformité.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> le réseau des eaux pluviales du site a été repris. Un nouveau séparateur hydrocarbures a été installé. L'ensemble des eaux pluviales qui ruissellent sur les zones imperméabilisées du site est canalisé et transite désormais par le séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau communal.<br><br>La disposition de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL relative au non respect des dispositions de l'article 32 est considérée comme respectée.                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

## N° 2 : Gestion des rejets aqueux - produits dangereux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/11/2017, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet dans le réseau de produits dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui - visite du 17/08/2017 et visites suivantes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société COMTOISE DES VIANDES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous les délais fixés à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 1 mois, les dispositions prévues à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 en ne rejetant pas de produits dangereux susceptibles de dégrader les réseaux et les canalisations de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux et canalisations ;</li></ul>                                                                   |
| <b>Constats :</b> l'ancien local maintenance a été divisé en trois locaux distincts. Les produits de nettoyage sont entreposés dans un local spécifique et sont placés sur rétention. Il n'a pas été constaté dans les locaux la présence des produits dangereux (susceptibles de dégrader les réseaux et les canalisations de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux et canalisations) non placés sur rétention.<br><br>La disposition de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL relative au non respect des dispositions de l'article 29 est considérée comme respectée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 3 : Conditions d'entreposage des produits dangereux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/11/2017, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entreposage sur rétention                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui - visite du 17/08/2017 et visites suivantes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société COMTOISE DES VIANDES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous les délais fixés à compter de la notification du présent arrêté :<br><br>• dans un délai de 2 mois, les dispositions prévues à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 en mettant en place des rétentions sur l'ensemble des produits dangereux du site en nécessitant                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b> les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols, utilisés dans le cadre de l'exploitation des installations classées du site, sont entreposés sur rétention.<br><br>La disposition de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL relative au non respect des dispositions de l'article 20 est considérée comme respectée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Observations :</b> il est à noter la présence, sur le site, de deux cuves double peau contenant du gasoil destiné à l'alimentation de deux nettoyeurs haute pression.<br>L'une de ces deux cuves est située à proximité de la benne contenant les déchets de carton et en bordure de la voie de circulation qui contourne le bâtiment principal.<br><br>Compte tenu de la position de cette cuve aérienne, des opérations réalisées à proximité et des risques associés liés à sa localisation, il conviendrait de mettre en place des dispositifs de sécurité complémentaires à la double peau existante (par exemple : bac de rétention, protections physiques pour éviter des chocs avec la cuve). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 4 : Gestion du risque incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/11/2017, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif d'évacuation des fumées et de la chaleur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui - visite du 17/08/2017 et visites suivantes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société COMTOISE DES VIANDES, est enfin mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 en : <ul style="list-style-type: none"><li>• fournissant dans un délai de 3 mois le bon de commande des travaux de mise en place de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur ou en justifiant dans un délai de 3 mois que ces locaux ne doivent pas en être équipés ;</li><li>• transmettant dans un délai de 8 mois le cas échéant les justificatifs de la réalisation effective des opérations de mise en conformité.</li></ul>                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b> les déchets de carton sont désormais entreposés dans une benne située à l'extérieur des bâtiments.<br>Selon l'analyse menée par l'exploitant, seul le local "réserve", d'une surface d'environ 80 m <sup>2</sup> , contenant les emballages plastiques et les consommables est un local à risque incendie.<br>Un dispositif d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur a été installé au niveau de la toiture de la réserve. L'équipement d'une surface utile de 1,8 m <sup>2</sup> est équipé d'un exutoire à commande automatique et manuelle.<br><br>La disposition de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL relative au non respect des dispositions de l'article 13 est considérée comme respectée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 5 : Gestion des effluents industriels

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/11/2017, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prétraitement des effluents industriels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui - visite du 17/08/2017 et visites suivantes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société COMTOISE DES VIANDES, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous les délais fixés à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 1 mois, les dispositions prévues à l'article 40 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 en concevant et exploitant les installations de prétraitement de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter</li></ul> |
| <b>Constats :</b> un nouveau bac à graisse a été mis en place sur le site.<br><br>Le respect des dispositions de l'article 40 a été constaté lors de la visite du 13 décembre 2018 et acté dans le rapport de visite du 11 janvier 2019.<br><br>La disposition de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° AP-2017-29-DREAL relative au non respect des dispositions de l'article 40 est considérée comme respectée.                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |